

SOLIDARITÉ AVEC LA KABYLIE

DECLARATION - PETITION

Depuis déjà plusieurs décennies, le pouvoir algérien s'acharne sur la Kabylie afin de la soumettre, usant de la répression la plus brutale. Il a utilisé des armes de guerre contre les civils kabyles en 2001, faisant 130 victimes et des milliers de blessés, dont plusieurs centaines handicapés à vie.

Depuis l'été 2021, le régime militaire algérien use d'une autre méthode, des plus insidieuses. Il utilise le châtiment judiciaire et a procédé à l'arrestation de centaines de personnes dans les villages et les villes de Kabylie. La machine judiciaire mise en place a condamné des citoyens kabyles à de lourdes peines de prison. Ces citoyens ont subi l'humiliation, l'arbitraire et la maltraitance. Certains ont même été victimes de torture et du viol. Le régime algérien s'attaque à toutes celles et à tous ceux qui ont la Kabylie au cœur et agissent pour ses intérêts. Même les artistes et les intellectuels ne sont pas épargnés et subissent l'arbitraire de ce régime. La Kabylie fait ainsi face à un terrorisme étatique visant à l'annihiler.

Nous, signataires de la présente déclaration, dénonçons l'arbitraire de l'État algérien ainsi que son acharnement sur la Kabylie où il commet les pires injustices. Nous tenons à exprimer notre solidarité avec les militant.e.s amazighes de Kabylie et leurs familles, victimes de l'arbitraire de l'État algérien.

Nous appelons de nos vœux pour que la Kabylie se relève et que les Kabyles retrouvent la hargne qui leur permettra de se battre contre un régime totalitaire au service de l'idéologie arabo-islamique ayant programmé l'éradication de l'Amazighité. La Kabylie joue un rôle important dans la lutte et le combat identitaire ; elle a toujours été l'exemple pour l'ensemble des Imazighen à travers toute Tamazgha qui ont besoin d'elle debout et digne.

En Kabylie, les droits les plus élémentaires des Imazighen sont bafoués. Le silence sans écho qui entoure la répression en cours dans cette région est affligeant. La Communauté internationale, notamment la France, se révèle ainsi complice et en connivence avec le régime algérien. Les organisations de défense des droits humains ont manifesté peu d'intérêt à la situation des droits et aux atteintes aux libertés dans cette partie du monde.

Cela exige une large mobilisation et la conjugaison des efforts pour que cesse cette politique répressive qui vise à réduire les Imazighen au silence et à achever leur assimilation forcée.

Pour répondre à l'insupportable situation vécue actuellement en Kabylie, nous apportons notre soutien à toutes les initiatives et mobilisations des Imazighen à travers l'ensemble de Tamazgha et dans la diaspora afin de faire cesser l'arbitraire que fait subir, au quotidien, l'État algérien aux militants amazighs de Kabylie. Les citoyens kabyles qui croupissent arbitrairement dans les prisons de l'État algérien doivent être remis en liberté.

Le 27 février 2023.

Premiers signataires.

Salem Chaker, Professeur émérite des Universités (berbère), France ; **Irma Mora-Aguilar**, Professeur et chercheuse, Îles Canaries ; **Madghis Bouzakhar**, Amazigh Researcher and Political Activist, At Maan (Yefren - Infusen) ; **Mustapha El Adak**, Chercheur universitaire, Oujda ; **Seham Taleb**, Avocate, Tripoli ; **Abdallah Bounfour**, Professeur émérite des Universités, France ; **Ali Harcherras**, Enseignant à la retraite, Goulmima (Sud-est du Maroc) ; **Hisham Ahmadi**, Avocat, Jadu (Adrar n Infusen) ; **Hélène CLAUDOT-HAWAD**, Anthropologue, Directrice de recherche honoraire au CNRS, Aix-en-Provence ; **HAWAD**, Ecrivain et peintre amazigh ; **Omar Derouich**, Enseignant et poète amazigh, Tazrout n Ayt Wasif (Imgunen) ; **Samir Nefzi**, Chercheur en droit pénal, Président du Mouvement Akal-Tunisie, Japon ; **Kamal Naït Zerad**, Professeur des Universités (berbère), Paris ; **Fathi Abouzakhar**, Academic staff member at Zawia University, Tripoli ; **Carles Castellanos Llorenç**, Ingénieur et linguiste - Professeur émérite UAB, Catalogne ; **Mazigh Buzakhar**, Engineer, Infusen region ; **Pablo Deluca**, Ecrivain-chercheur, Tenerife (Îles Canaries) ; **H'mmu Kemous**, Artiste, Belgique ; **Fathi n Khelifa**, Président du parti LIBU, Zouara (At-Willul) ; **Salah Dabouz**, Avocat et défenseur des droits humains, Bruxelles (Belgique) ; **Nasser Abouzakhar**, Company Director, United Kingdom ; **Mhend Abttoy**, Artiste, Rotterdam (Pays-Bas) ; **Gérard Lamari**, Détenu de 80 et professeur de mathématiques, Toulouse (Occitanie) ; **Hsen Larbi**, Ingénieur, Philadelphie (USA) ; **Chahine Berrich**, Réalisateur, Tunisie ; **Driss Rabih**, Docteur et chercheur, Casablanca ; **Aicha Ait Berri**, Retraitée (ex inspectrice de l'enseignement), Beni Mellal (Maroc) ; **Aksil Azergui**, Consultant, Lille ; **Ali Khadaoui**, Poète, Khénifra ; **Mestafa G'idir**, Neuropsychologue, Aix-en-Provence (Occitanie) ; **Ahmed Aribé Dougha**, Vice-président du parti LIBU, Jadu (Adrar n Infusen) ; **Mbark Taous**, Enseignant, Goulmima (Maroc) ; **Ahmed Ou-Hssata**, Retraité, (ex administrateur économe), Béni-Mellal (Maroc) ; **Masin Ferkal**, Enseignant, militant berbériste, Paris ; **Mustapha Berhouchi**, Enseignant, Meknès (Maroc) ; **Hamid Lihi**, Enseignant, Ouarzazat (Maroc) ; **Jamila Lahyani**, Fonctionnaire, Meknès (Maroc) ; **Shokri Agmar**, Avocat, Tripoli ; **Said Ait Berri**, Chef de service (agriculture), Meknès (Maroc) ; **Carles Múrcia**, Professeur universitaire, Barcelone (Catalogne).

Pour signer la pétition, envoyer un message à : tiwizi.imazighen@gmail.com

Nom & prénoms / Profession / Lieu de résidence